Doub PF° 1180

l'Heure Française

Deuxième Année — N° 67
23 JUIN 1956
TOUS LES QUINZE JOURS
PRIX : 35 francs

LE COCKTAIL DE DÉTENTE :
PINEAU + VODKA

Directeur politique : Michel TRECOURT — REDACTION : 2 bis, rue de la Baume - Paris (8e) - Tél. ELY. 14-80 — Rédacteur en Chef : H. SAINT-JULIEN

Les idées de Mendès sur l'Algérie

par Michel TRECOURT

« L'Express » vient de publier en document spectaculaire le plan de Mendès-France pour le sauvetage de l'Afrique. Etant donné le battage fait autour du ténor discordant du Front Républicain, on était en droit d'espérer un programme constructif, des idées claires, des suggestions neuves. Nous avons abordé ce document avec la plus grande objectivité, espérant découvrir enfin cette nouvelle conception impériale audacieuse susceptible de sauvegarder l'avenir français et d'arrêter cette affreuse guerre d'Afrique du Nord. Nous n'avons découvert qu'un monument nuageux, chargé de redites, une compilation d'artifices dialectiques éculés.

Mendès constate en exergue : « qu'au moment où la France était asservie, il n'y eut pas une seule dissidence dans ces territoires. » A la fidélité d'alors a succédé la révolte d'aujourd'hui. Cette constatation nous l'avons faite et nous en savons la raison. Elle réside dans cette histoire politique révolutionnaire qui est la « tunique de Nessus » de la Résistance. Ce n'est pas seulement le souvenir de nos bienfaits qui assura le calme dans l'Empire du temps de l'occupation allemande. Un grand soldat régnait sur la France dont le prestige était en filiation directe avec celui de Lyautey. Le décret Crémieux qui favorisait les israélites par rapport aux arabes avait été aboli. L'Amérique était repliée sur elle-même. L'Internationale communiste était momentanément refoulée par cet « ordre nouveau » dont on s'est tant gaussé. L'âme de la France survivait au désastre de ses armes et la communauté franco-musulmane d'Afrique du Nord se resserrait autour de l'image du vainqueur de Verdun. Le débarquement américain au Maroc et l'évangélisation yankee, l'assassinat de Pucheu et de Darlan, la rivalité Giraud-de Gaulle, la conférence de Brazzaville et le délire idéologique insenté de la IVe République ont mis en pièces, en moins de dix ans, cette œuvre admirable dont la IIIe République pouvait à juste titre être fière. Lorsque le gouvernement provisoire d'Alger faisait de Fernand Grenier et de d'Astier de la Vigerie des ministres, il inoculait ainsi le virus des révoltes futures. Comment pouvons-nous nous opposer à la grande subversion bolcheviste des peuples de couleur puisque nous avons donné nous-mêmes l'exemple de la collaboration rouge ? La victoire de Washington et de Moscou et leur leadership mondial entraînaient ipso facto **le réveil de tous les peuples colonisés. A une lente évolution allaient succéder les soulèvements brusques et de nouvelles guerres raciales. L'impéritie politique de nos institutions fit le reste. Nous avons fait des promesses insensées, nous avons enseigné la tactique du maquis à tous ces peuples dont nous avions pris en charge les destinées. Il suffisait du brandon lancé par quelques meneurs pour allumer l'incendie dont nous avions accumulé les matériaux.**

Le contorsionniste P.M.F. qui reste le symbole avec Granval et Catroux de cette politique d'abandon qui encourage la révolte, reproche aux gouvernants qui lui ont succédé d'avoir accordé l'indépendance totale à la Tunisie et au Maroc. On croit rêver ! Autant entendre Daladier faire le procès de Munich.

Après ce préambule, nous pensions que Mendès en arriverait enfin à nous livrer son secret. Il n'en fit rien, et les solufions originales qu'il propose se résument ainsi : libérer les détenus ni inculpés ni condamnés, rétablir les libertés républicaines et les droits

(*Suite page* 8.)

L'EGYPTE à la Croisée des Chemins

Petite histoire d'une grande occupation

Au moment où la traditionnelle amitié franco-égyptienne s'altère à l'épreuve des tragiques événements d'Afrique du Nord, il nous a paru opportun de retracer l'action de notre pays dans la lutte que mena l'Egypte pour sa libération nationale. Cette chronologie historique de souvenirs qui ne datent que d'une génération et dont d'aucuns paraissent oubliés, est l'œuvre d'une Française qui connaît mieux que quiconque le pays de Nasser.

Puisse cette évocation de la générosité française rappeler à nos deux pays, au-delà des disgraces du présent, les exigences supérieures de notre commune civilisation. H. F.

En juillet 1955, j'écrivais dans la revue « La Nouvelle Egypte » :

De part et d'autre de la Méditerranée deux forces spirituelles sont face à face.

La France, qui groupe, avec l'Union Française, des millions de Musulmans, pratique une politique séculaire d'amitié avec le peuple de la Vallée du Nil.

L'Egypte, lumière du monde Islamique, dont elle est le pôle d'attraction, en dépit de tous les courants contraires.

. . . . . .

Or, depuis un an, la situation des relations entre ces deux pays s'est singulièremen troublée.

Je ne veux pas, ici, prendre position dans le débât puisque, depuis 1909, j'ai suivi, pas à pas, l'œuvre de libération de la Vallée du Nil. Elle était poursuivie lentement, mais farouchement par les Egyptiens. En ces temps héroïques, de 1910 à 1915, j'ai risqué ma vie, maintes [illegible] der les animateurs du Mouvement National dans leur lutte, ouverte ou clandestine, contre la Grande-Bretagne.

C'était tout l'esprit chevaleresque de la France libérale qui se révoltait en moi contre l'asservissement d'un peuple. J'ai trop d'orgueil national pour ne pas le respecter chez les autres.

Cependant, je n'ai jamais laissé, dans mes faibles moyens, porter une atteinte à mon pays, à son prestige, préservant ma volonté de l'assaut des tentations, car la lâcheté et les trahisons sont, partout, les plus sûres armes de toute occupation.

Je puis donc parler en toute liberté, souhaitant contribuer à détruire de graves malentendus, exploités à dessein par des tiers dans le désir de diviser pour dominer. Qu'il me soit permis de remémorer sans commentaires, aux dirigeants actuels de l'Egypte, trop jeunes pour les avoir connus, quelques points indiscutables de l'histoire du récent passé de leur pays et du rôle primordial, bienfaisant, que la France y a joué.

Car c'est le Destin de la France de semer, de voir éclore puis, soutenir sans aucune arrière-pensée et [illegible] son territoire, tout sentiment d'indépendance nationale, sans en tirer aucun profit matériel, mais simplement spirituel.

La gloire de proclamer qu'elle a le génie d'inspirer l'émancipation des peuples paraît lui suffire.

Lénine n'a-t-il pas trouvé asile à Paris, où dans les allées du Parc Montsouris, devisant avec ses disciples, il semait les idées qui allaient bouleverser l'univers ?

L'évolution du Nationalisme Egyptien est incontestablement soumise, à l'origine, à l'influence française. Les faits le prouvent amplement.

*
* *

A la suite du mouvement d'Arabi Pacha en 1882, des désordres qui en étaient résultés, l'Angleterre occupait la Vallée du Nil le 14 septembre 1882, après une lutte sans gloire, dans un pays sans défense ni fortifications, contre une armée dont les officiers supérieurs avaient abandonné leurs troupes, pour se rendre au camp de l'ennemi conformément aux ordres du Khédive Tewfik qui avait appelé les Anglais à son secours.

A cette époque paraissait, à PARIS, sous la direction du rédacteur en chef, Abou-Nadara, le :

« Journal National Arabe »

Pendant ce temps la Grande-Bretagne déclarait simultanément, aux Puissances Occidentales et au peuple égyptien que cette intervention ne tendait qu'à protéger les Européens, rétablir l'ordre, la paix au pays des Pharaons, promettant de retirer ses troupes aussitôt que le pouvoir du Khédive serait consolidé et les troubles terminés.

(*Suite pages* 4 *et* 5.)

Le mouvement Poujade et l'avenir du Nationalisme

A quoi est dû le succès initial du Mouvement Poujade ? Non pas aux idées générales, mais à la chaîne continue qui lie sa position politique à la défense d'intérêts matérels et à la vie de tous les jours. Le bourgeois patriote défend les intérêts généraux, ou ce qu'il croit être les intérêts généraux, aux heures où il peut oublier sa famille et son travail. Le petit boutiquier menacé par le fisc s'est trouvé ramené à l'opposition du régime par le spectacle même de son foyer, par les conditions mêmes de son travail. L'action politique pour le bourgeois « national » était totalement indépendente du travail, la première répondant au souci des intérêts généraux du « pays », le second répondant au souci des intérêts particuliers du bourgeois. Pour le militant poujadiste, les soucis de sa condition particulière ne font plus diversion aux soucis de l'action générale où il se trouve engagé, ses conceptions politiques se trouvent étroitement mêlés aux activités les plus matérielles de la lutte pour la vie.

Les belles âmes qui s'indignent de ce fait devraient comprendre que la création d'un état d'esprit propre à provoquer la destruction du régime actuel ne se résume pas dans les efforts pour réveiller la conscience nationale; elle n'est possible que si chacun de ceux qui entrent dans la lutte a conscience de lutter non seulement pour l'indépendance et la durée historique de la communauté dont il fait partie, mais aussi pour plus de dignité personnelle et de bien-être. Elle doit donc s'appuyer sur tous ceux qui ressentent personnellement la domination d'une caste sur la nation, sur ceux, notamment, dont l'état et le métier comportant une responsabilité personnelle que la démocratie menace de prolétariser. Le marxisme lui-même, après avoir longtemps fait appel au seul prolétariat comme unique force révolutionnaire, a dû finalement tenir compte des ressources des autres classes opprimées ou humiliées de la nation et dont les mouvements fascistes tirèrent le parti que l'on sait.

Je n'ai, quant à moi, que peu de sympathie pour cette petite bourgeoisie française qui a constitué longtemps, avec ses méthodes désuètes, son goût du médiocre, son amour du repos, son âme étroite, un obstacle réel à toute rénovation. Mais ces catégories intermédiaires, promises à l'insécurité et à la misère, pourront faire le succès des mouvements qui, sous une forme ou une autre, leur promettront de sauver et de restaurer la communauté nationale. L'échec des

(*Suite page* 8)

Bibliothèque de Sciences Po

La Course à l'Autonomie africaine est ouverte !

Nous avons prévu ce qui se passe, à l'heure actuelle, depuis des années. En vain. La politique de l'autruche étant la meilleure administrativement parlant, le Gouvernement général se riait de nos prévisions.

Mieux, des vieux coloniaux trouvaient même que nous exagérions. Les nouveaux, pour la plupart, n'en parlons pas... ils s'en moquent.

Et pourtant, l'évolution est là, les Africains ont fait leur petit bonhomme de chemin.

Aujourd'hui, ils viennent nous dire, lisant notre propre Constitution, que nous ignorons à peu près tous :

— « Alors, il paraît que vous voulez conduire les peuples d'outre-mer vers leur indépendance... Cela vient quand ? »

Et nous autres, Européens — et beaucoup sont de bonne foi — de répliquer :

— « Mais vous n'êtes pas encore mûrs pour cela... »

Ce qui fait sursauter les élites africaines qui vous citent la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen — à l'échelon mondial — que nous avons signée :

— « Que faites-vous donc du Droit des Peuples à disposer d'eux-mêmes... Vous avez fait la guerre pour ça... avec aussi des soldats africains ? Il est temps de passer aux actes. Nous, peuples africains, nous voulons notre indépendance... »

Notre discussion

Et ce raisonnement est tenu un peu partout, dans les Syndicats, dans les Partis politiques, dans les Conférences, dans quelques journaux... Ceux que nous avons envoyé dans la Métropole parfaire leurs études reviennent avec de belles phrases toutes faites...

— « Indépendance... Interdépendance... Autonomie... Anti-paternalisme. »

Nos gouvernants dépassés n'osent même plus réagir. On peut voir les anciens supports les plus sévères du colonialisme d'antan, marquer le pas un instant et finir par suivre...

Un ecclésiastique récemment ne me disait-il pas :

— « Nous n'y pouvons rien... Il vaut mieux céder le plus vite possible. »

M'est-il encore permis de déclarer que je ne suis pas d'accord.

Oh, certes ! il faut avancer et ne pas nous fermer les yeux en niant l'évidence...

La propagande nationaliste marque des points, et ce ne sont certes pas les colères de M. Torré, Secrétaire général du G.G., houspillant les syndicalistes qui amélioreront la situation...

Mais quoi, nous sommes arrivés si vite à ce résultat ?

Au Cameroun, la situation est assez grave. En Guinée, les membres du R.D.A. démolissent toujours les maisons de leurs adversaires politiques. En Côte-d'Ivoire, le parti de Houphouet est le grand patron... et gare à ceux qui ne veulent pas le suivre... On peut même voir de bons blancs, qui incitaient jadis les Africains à lutter contre le R.D.A., se désolidariser de ceux-ci pour faire une cour intéressée — bien sûr — au Ministre R.D.A. d'aujourd'hui.

Hier, c'était le rebelle, le mutin.

Aujourd'hui, c'est le grand homme... et malheur aux pauvres noirs qui ont cru un instant que la France protégeait toujours ceux qui se levaient contre les ennemis de l'ordre.

En 1950, Hauphouet était un ennemi de l'ordre français. Du moins, c'est toute l'administration qui le disait...

En 1956, c'est lui, le représentant de l'ordre et tout un chacun, Haut Commissaire et Gouverneurs en tête lui baise presque les pieds.

Avouez qu'il y a là, de quoi faire réfléchir, les Africains anti-R.D.A. Ils ont tout perdu dans l'histoire.

Pourtant

Dans la mesure où mes propos peuvent intéresser les gens qui réfléchissent, continuons notre discussion.

L'Indépendance, c'est bien joli... mais cela n'est encore prône que par quelques milliers de jeunes, formés dans nos écoles pour la plupart.

Le paysan, lui, est-il un autonomiste ?

Et le fonctionnaire ? Et le petit commerçant africain ?

Sait-il le paysan que le prix au kilo de l'arachide, suivant les cours mondiaux est de 14 francs... et que la France lui paie, actuellement, le même kilo, 20 francs.

Ceux qui veulent l'indépendance lui paieront-ils la différence ?

Sait-il — malgré les attaques des évolués — que le F.I.D.E.S. alimente avec l'argent des contribuables de France l'économie africaine. Où auriez-vous trouvé l'argent, Africains, si vous aviez été indépendants pour bâtir le Palais du Grand Conseil, l'Ecole de Médecine, les Collèges techniques et autres de Bamako, de Conakry, d'Abidjan, etc...

Savez-vous que la plupart des Africains ne paient pas d'impôts, parce que présentement il n'y a pas d'Etat civil valable et que les récalcitrants ne possédant rien nommément ne peuvent être poursuivis ?

Rendez-vous compte ce que serait une A.O.F. autonome... Avez-vous entendu parler du Libéria, pays libre, dans lequel une clique d'évolués exploite à outrance une masse restée, en brousse, ignorante et malheureuse.

De quoi souffrez-vous ?

Vous n'êtes pas libres ? Mais si les Arabes du Maroc et de Tunisie n'avaient pas de droits syndicaux, vous, vous en avez depuis des dizaines d'années.

Alors que toutes les manifestations du 1er mai ont été interdites à Paris, vous avez pu défiler drapeaux rouges en tête en chantant « L'Internationale ».

Dans les bureaux, les services administratifs et même les grosses maisons, vous savez bien que vos Syndicats ont pris une telle importance qu'il est absolument impossible de mettre à la porte un employé récalcitrant si le Syndicat s'y oppose.

C'est ça, ce que vous appelez l'oppression colonialiste ?

Par contre, si vous avez à vous plaindre d'un Chef de Service blanc, qui, selon vous, vous fait trop travailler, vous avez, avec vous, toute la gamme des élus : sénateurs, députés, conseillers de l'Union française et Conseillers territoriaux... On blâme le blanc au nom de l'anti-racisme pour ne pas donner tort à l'Africain...

Je ne sais, vous allez me dire que tout ça, c'est du paternalisme.

Paternalisme, les réalisations de la S.I.C.A.P. ? Laquelle, malgré les critiques justifiées à quand même fait quelque chose pour l'habitat africain.

Paternalisme ? Les prêts d'honneur accordés aux médecins, aux avocats, qui s'installent alors que la même faveur est rigoureusement interdite aux jeunes blancs dans la même situation.

Voyez-vous, en y réfléchissant bien, je ne pense pas que l'autonomie souhaitée par quelques-uns vous amène le bonheur. Elle permettra simplement à une poignée d'ambitieux de prendre des places et d'imposer leur volonté à la masse.

Car, ne vous y trompez point, paysans d'Afrique, majorité de ce pays : l'intellectuel ne vous aime pas.

Vous serez la bête de somme, la tête de turc.

On fera des élections à la sauce libérienne... empêchant les opposants d'exprimer leur point de vue, les tuant même pour éviter leur action.

Et alors, vous regretterez le bon temps du soi disant paternalisme... du paternalisme français.

Il est vrai que...

Disant cela, je ne veux pas du tout affirmer que l'Administration a toujours raison, que bien souvent, en brousse, l'Administrateur — surtout les « Indochinois » ne se conduisent pas comme de petits satrapes... Les « Echos d'Afrique Noire » ne sont-ils pas là pour critiquer ces abus qui doivent disparaître ?

Je sais très bien, moi aussi, que l'Union Française, dans l'esprit de bien des gens de l'Administration, c'était un attrape-nigauds... ou alors il faudrait à la Chambre des Députés de Paris autant de noirs que de blancs... et les noirs dirigeaient en fait la France... Est-ce possible ? Je vous le demande, en toute honnêteté.

Alors il ne fallait pas promettre l'assimilation totale, et je bien d'accord là-dessus.

Il y a aussi d'autres promesses non tenues : promesses aux postiers, promesses d'africanisation des cadres.

Mais cela peut se régler dans le cadre français. L'autonomie ne résoudrait absolument rien...

La solution possible

Reste à trouver une solution.

Une solution d'honnêteté de part et d'autre.

Car le Fédéralisme à la manière Zinzou, c'est-à-dire un fédéralisme qui mène tout ou tard à la sécession, à l'autonomie, est un attrape-nigaud en sens inverse du premier.

Croyez-vous que les contribuables de France vont dépenser des milliards chaque année pour accélérer l'évolution d'un pays qui leur dira le mot de Cambronne dans quelque temps ?

Je sais, vous allez me parler de l'amitié qui restera entre la France et l'Afrique libérée. Permettez-moi de sourire. A Saïgon, nous avons récolté pour fruits de notre travail, vexations sur vexations. A Tunis, même situation. Au Maroc, on assassine les amis de la France à notre barbe.

Non, je ne crois plus aux mots.

Je crois, moi, simplement à la présence française. Parce qu'elle permet à la masse d'évoluer lentement mais sûrement.

Au risque de mécontenter les quelques évolués trop pressés, qui veulent tout et tout de suite.

Pour mieux jouer aux facistes, tel un Nasser ou un Empereur d'Ethiopie. Africains, réfléchissez bien.

En voulant tout, au besoin contre la France... c'est notre départ que vous exigez.

Bon, d'accord... mais alors que l'on détruise tout ce que nous avons fait ici avant...

Nos barrages, nos écoles, nos routes, nos bâtiments publics et privés...

Vous ne voulez plus de nous ?

Alors ne vous infligeons plus l'affront de vous laisser ce qui est notre œuvre : nous aurions trop l'air de vous dire que vous n'êtes pas capables d'en faire autant.

Il est vrai que tout cela est superflu : l'A.O.F. est Française... et malgré les quelques excités de retour de la Métropole, elle le restera...

Encore longtemps !

Si les Blancs veulent comprendre qu'il faut aimer, estimer et aider l'Africain...

Si les Libanais et les Syriens sont mis au pas et expulsés par la majeure partie d'entre eux.

Si les bons à rien Européens, les cloches, les maquereaux et les putains prennent le chemin de la Métropole sans plus tarder. Ils ont assez fait de mal au pays depuis dix ans...

Africains, lisez et relisez cet article, et dites-moi, honnêtement, si, au fond, je n'ai pas raison.

Et vous, Européens, rappelez-vous de ces trois « Si » qui terminent cet article.

Si vous dédaignez les quatre derniers paragraphes, préparez vos valises.

Nous partons dans deux ans !

MAURICE VOISIN.
(*Les Echos d'Afrique Noire*)

L'Élection de l'Oise ou l'inutile invalidation

Le 2 janvier dernier, M. Hersant se présentait aux électeurs de l'Oise, coiffé du bonnet phrygien de l'Express : à défaut de programme, c'était une étiquette, le « Label » du Front républicain. Une étiquette qui fit voir rouge à M. Legendre.

45.875 électeurs votaient pour la liste Hersant. Celle de M. Legendre n'en recueillait que 33.364.

M. Legendre s'est alors attelé avec une constance souvent maligne à l'invalidation de son adversaire. Il l'a obtenue par des moyens que ne pouvaient approuver les spectateurs non directement intéressés par cette querelle départementale : il y a des coups bas qui provoquent la disqualification d'un boxeur, ce qui est mérité quand, par surcroît, ce coup bas est froidement prémédité.

Rappeler que M. Hersant a fait partie des formations de jeunesse du Maréchal, répandre une photo le représentant en uniforme des Compagnons de France avec, à ses côtés, des membres de l'armée d'occupation, réveiller les blessures mal cicatrisées de la libération, évoquer l'arrestation d'Hersant, sa condamnation à la peine d'indignité nationale, est-ce là une très jolie besogne pour qui vante la nécessité de l'union entre Français et l'oubli à l'égard de ceux qui ont eu à souffrir de l'épuration.

En agissant ainsi, M. Legendre a provoqué un mouvement de recul de ses amis qui réprouvent de tels procédés. Il n'a pas empêché que des camarades de détention de M. Hersant à Fresnes soient venu le soutenir pour le faire triompher au deuxième tour. Par la force du souvenir, par estime, par amitié. Car Hersant a des amis, et il n'a rien oublié.

Et le 17 juin, il a recueilli 76.452 suffrages !

De cette élection qui a confirmé Hersant, Legendre ne sort pas grandi.

Il l'a voulu.

P.F.L.

Bibliothèque de Sciences Po

Ces temps médiocres, que nous vivons

par Pierre COURVILLE

EN une époque telle que la nôtre où les politiciens de place publique mentent comme ils respirent, affirment et font le contraire de ce qu'ils pensent et de ce qu'ils ont annoncé, et où il suffit d'un certificat de résistance, de bonnes mœurs démocratiques, de juiverie ou de crypto-bolchevisme pour parvenir aux meilleurs places et s'assurer toutes les prébendes, le collectionneur de petits papiers a de quoi se régaler et, pour tout dire, de se dilater la rate. Voici, dans le même temps où il inonde le Moyen-Orient de canons et prépare une nouvelle offensive pour abattre l'Occident, Boulganine qui déclare : « Il n'y a pas de risque de guerre. Nous ne sommes plus longtemps opprimés par la peur ». Parce que Khrouchtchev est venu prendre le thé avec Elizabeth à Windsor, Bevan, qui risqua il y a vingt-cinq ans de devenir un fasciste comme Mosley mais que la crainte de perdre son « job » retint au dernier moment, assure par-dessus les morts de Chypre et d'Algérie : « Je crois qu'il existe actuellement, et qu'il existera pendant quelques temps, la plus grande occasion qui ait existé de notre vie d'établir la paix avec l'Union Soviétique. ». De même farine est le propos vraiment consternant que vient de tenir le « prince héritier » de l'esclavagiste Yémen, ce Yémen qui vota contre la France à l'O. N.U. : « L'Union Soviétique est l'amie désintéressée de tous les pays arabes ». Mais tout cela ne vaut pas la déclaration faite à Buenos-Aires par le contre-amiral Rojas, prénommé Isaac ce qui plaira à la « conscience universelle », et qui, après avoir arrêté deux mille cinq cents Argentins et passé le goût du péronisme à trois cents autres dont des colonels et des généraux, s'écrie : « La répression est conforme au désir de la population ! ».

Cette répression n'a bien entendu pas troublé les nuits de M. Sartre. Quand celui-ci prend sa plume, c'est pour protester contre une condamnation légale, parfaitement légale, et c'est ainsi que l'auteur de « La Nausée » vient d'écrire au « New York Times » pour dire que, à ses yeux, Morton Sobell l'espion atomique reconnu coupable de complicité avec les traîtres Rosenberg en mai 1951 est innocent. L'organe new-yorkais a publié cette lettre, ce qui est assurément un signe de grand libéralisme auquel se sont toujours refusés « Le Figaro », « Combat », « Le Monde », toutes les feuilles « issues » et à plus forte raison « Les Temps Modernes » de M. Sartre, lorsque l'on protestait contre la condamnation du maréchal Pétain, de Pierre Laval et de toutes les autres victimes du gaullo-communisme. A propos de Taenia on se souviendra qu'il a aussi protesté, voici quelques années, et en compagnie de quelques délicats bolchevites de salons, auprès du gouvernement d'Athènes contre la condamnation de quelques agitateurs communistes dont on a oublié jusqu'aux noms. Il va de soi que, depuis que la Grèce mène sa propre petite guerre contre l'affreux colonialisme à Chypre, tout est rentré dans l'ordre et M. Sartre n'a plus perçu d'iniquités du côté des Hellènes. Par contre, les terroristes cypriotes qui, s'ils ne coupent pas encore des sexes comme les terroristes d'Algérie, n'en démolissent pas moins écoles et édifices publics, et martyrisent femmes et enfants, ont trouvé à Londres un appui dans ce « Comité de Chypre » récemment constitué et dont la composition, significative à plus d'un égard, est la suivante : Hewlett Johnson, le doyen rouge de Cantorbéry, Jack Stanley, socialiste d'extrême-gauche, lord Chorley, ancien admirateur de Staline, Ethel Mannin, ancienne militante marxiste devenue anarchiste, J.D. Bernal, prix Staline, Barbara Drake, cousine de feu Cripps, l'affameur de l'Angleterre, Hyman Lévy, qui a dit que « la Grande-Bretagne est réduite à l'esclavage américain », Sydney Silvermann, socialiste d'extrême-gauche, A.E. Coppard, militant du Congrès mondial de la paix de stricte obédience soviétique. On peut ne pas approuver entièrement l'attitude britannique à Nicosie, il reste toutefois que l'origine, la « marque de fabrique », de certains de ses adversaires, et notamment ceux du « Comité » précté, éclaire avec profit les esprits.

Un autre « Comité » s'est formé dernièrement, à Paris celui-là, puisqu'il veut relancer le procès des fuites, et dans le sens que l'on devine en prenant connaissance des noms de ceux qui y participent : les communistes Cassou, Aragon et Vercors, l'inévitable Albert Bayet le pieux Mauriac, enfin Henri Torrès et Georges Auric. A Paris toujours on va aménager un « mémorial de la déportation » car, on le remarque une fois de plus, même chez les cadavres la politique ne perd pas ses droits et les morts de Buchenvald sont beaucoup plus intéressants que les cent cinq mille exécutés sommairement de la « libération » ou que le demi-million de victimes du bombardement de Dresde en février 1945. Il paraît, et c'est Albert Mousset qui nous l'apprend dans « Le Monde » , un Mousset que nous aimions mieux quand il était éditorialiste de « L'Epoque », il paraît que l'aménagement de ce « mémorial » répond à une démarche du « Réseau du souvenir ». Encore un « comité », dont le nom est bien beau, d'autant plus que « réseau » fait, techniquement parlant, nettement plus « résistant ». Monument, souvenir, cela nous rappelle que, de ce côté-là, les Anglais ne demeurent pas en reste. Il y a déjà la tombe de Karl Marx au cimetière de Highgate. Voici qu'un « comité », encore un, s'est formé pour le « Fond de commémoration en faveur du comte Attlee ». Attlee n'est pas encore mort, que Monsieur Mollet se rassure, mais enfin il s'agit de se préparer. Dans un communiqué, ce « comité » déclare : « Lord Attlee a déjà bâti son propre monument.., » Et le « Telegraph », qui relève la chose, d'ajouter : « Le seul ennui est que, si les successeurs de lord Attlee poursuivent son travail avec la même veine heureuse, il n'y aura bientôt plus de Commonwealth ». Simple allusion au fait que ce grand homme, lord et comte, a tout de même perdu l'Inde, la Birmanie, Ceylan, et d'autres magnifiques pièces d'un empire qui, aujourd'hui, tombe en ruines. C'est Attlee qui a déclenché le mouvement de liquidation mais, certes, il n'est pas le seul responsable : à propos, comment se fait-il que, sans se couvrir de honte, un Brian Robertson, ancien commandant en chef britannique au Moyen-Orient, ait pu accepter de participer aux fêtes du 18 juin au Caire, fêtes qui marquent précisément, le départ du dernier « Briton » stationné dans la zone de Suez ? Mais il ne faut plus s'étonner de rien : Bonn a donné son « imprimatur » à ce film de Pabst qui évoque l'attentat du 20 juillet 1944 contre Hitler et, à Londres, c'est l'ambassade d'Allemagne elle-même qui l'a présenté, tout en en recommandant un autre, du même Pabst, « Dix jours pour mourir », qui retrace « la fin du tyran ». Décidément, le patriotisme dans nos démocraties se manifeste de bien curieuse manière...

LE MAROC ARMÉ PAR LA FRANCE LIBERERA-T-IL L'ALGÉRIE ?

La presse française demeurant muette sur les graves événements qui se préparent au Maroc, nous reproduisons les lignes ci-dessous d'un témoin habitant le Maroc :

Incapable de gérer ses propres affaires, le Maroc croit devoir s'immiscer à tout moment dans celles des autres.

Allal el Fassi proclame que *l'indépendance du Maroc demeurera incomplète tant que tout le maghreb arabe n'aura pas été libéré.*

A Rabat, M. Khatib, chef suprême de l'armée de la libération, après avoir assisté officiellement au défilé de l'armée royale, déclare : *L'armée de la libération n'a pas terminé sa mission. Elle ne l'aura terminée que lorsque toute l'Afrique du Nord, et particulièrement toute l'Algérie, sera libérée.*

Tout le monde sait que la lutte contre la France en Algérie est organisée depuis la région d'Oujda, des Beni Snassen et de l'ancienne zone espagnole. Les fellagha algériens passent la frontière pour venir se ravitailler, se reposer, et se rééquiper au Maroc. Des éléments riffains ont participé aux massacres d'Oranie, et M. Robert Lacoste, lui-même a dénoncé au Conseil des Ministres des *infiltrations inquiétantes* aux confins algéro-marocains et sahariens.

Le préfet d'Oran a formellement accusé le gouverneur d'Oujda de favoriser les infiltrations de Marocains en Algérie, et de s'être trouvé mêlé aux enlèvements de la région d'Oujda et de Berkane, et notamment à celui du colonel Mazurier.

Tout ceci concerne l'armée de la libération. Mais le gouvernement marocain lui-même ne manque pas de rappeler sa solidarité avec les Algériens en lutte. On a maintes fois parlé d'une médiation marocaine, dont on voit bien ce qu'elle pourrait donner.

Le gouvernement marocain sait très bien QU'IL EXISTE EN PLEINE MÉDINA DE CASABLANCA UN BUREAU DE L'ARMÉE DE LA LIBÉRATION, OU L'ON ENRÔLE, ÉQUIPE, ET RAVITAILLE DES VOLONTAIRES POUR LA GUERRE EN ALGÉRIE.

Le gouvernement marocain a autorisé à Fès un prétendu congrès des Algériens du Maroc, où la solidarité avec les rebelles a été proclamée, où la France a été odieusement insultée. (Nous attendons encore à ce sujet la réaction du gouvernement ou des autorités françaises.)

Le gouvernement marocain est bien au courant des défilés, à Casablanca, d'Algériens du Maroc, portant le drapeau des fellagha algériens et exaltant la lutte contre la France.

Les ambitions du nouveau Maroc ne se limitent d'ailleurs plus là. L'agitation s'étend jusqu'à Tindouf ; on revendique une partie du Sahara. *Le sultan a reçu le 4 mai des délégués des tribus de Mauritanie, venus reconnaître son autorité.*

Enfin, DANS L'AFFAIRE DE KARIA BA MOHAMED, ON A SOULIGNÉ QUE LES SÉNÉGALAIS PRISONNIERS SONT DES MUSULMANS ET QU'A CE TITRE, ILS SONT SOUMIS A L'AUTORITÉ DU SULTAN.

Les conséquences des abandons consentis au Maroc se font déjà sentir au cœur de l'Afrique noire.

Enfin, une solidarité de fait s'établit de jour en jour entre le Maroc et la ligue arabe. LES JOURNAUX MAROCAINS FONT CAMPAGNE POUR L'ARABISATION DE L'ARMÉE MAROCAINE, ET LE REMPLACEMENT DES INSTRUCTEURS FRANÇAIS PAR DES INSTRUCTEURS ARABES.

Quand on demande à M. Guedira, ministre de la Défense nationale : *Dans le cas d'un conflit israélo-égyptien, quelle serait la position du Maroc ? Apporteriez-vous une aide armée à l'Egypte ?* Il se contente de répondre : *La position du Maroc n'est pas encore fixée quant à ses relations dans le monde. Je ne puis donc vous répondre à ce sujet.*

Le gouvernement marocain n'exclut donc pas la possibilité suivante : une armée marocaine, équipée par la France, armée par la France, comprenant des soldats, des nstructeurs, des techniciens français, et se battant en Palestine pour l'ennemi déclaré de la France, le colonel Nasser.

***

Il serait vain de s'étonner. Tout ceci est la suite logique des accords d'Aix-les-Bains. Nous le proclamons depuis deux ans, et nous n'avions pas grand mérite à le prévoir.

Après le retour sur le trône de Sidi Mohamed bein Youssef, nous avons défini les conditions sans lesquelles la sécurité et la dignité des Français du Maroc ne sauraient être assurées. Nous tentions de donner un sens au mot « interdépendance ».

Qui, maintenant, parle d'interdépendance ? L'interdépendance consistera, pour nous, à travailler, à payer, et à subir en retour l'insulte et le mépris.

Et c'est normal. Dès qu'en pays d'Islam on abandonne puissance et prestige, il faut se résigner à l'écrasement total.

Le Maroc actuel en est revenu au stade de 1907.

Un sultan sans autorité. Une vaste zone de dissidence, partout le vol, le meurtre et le pillage.

Faut-il rappeler que nous sommes intervenus en ce pays pour éteindre un foyer d'anarchie, assurer la sécurité de nos frontières et protéger la vie de nos nationaux ?

Ces temps-là sont loin. La France de cette époque savait se faire respecter. Nos gouvernants actuels ne ressentent même plus les affronts. Quant à la vie des Français, elle ne pèse pas lourd dans leurs préoccupations.

NOUS, FRANÇAIS DU MAROC, SAVONS QUE LE MAROC EST PERDU POUR NOUS. Un minimum d'énergie pouvait tout sauver ; nos gouvernements s'en sont montré incapables.

Privés de toute protection, soumis à l'arbitraire d'une justice étrangère, brimés, méprisés, abandonnés, nous savons que la vie sera impossible dans le Maroc de demain.

Ce que nous demandons à nos amis de la France, c'est de faire en sorte que le gouvernement français répare les torts qu'il nous a causés.

Aux petits, aux pauvres, qu'il assure un gîte et du travail (1). Qu'il rachète nos biens et nous recase.

Cela lui coûtera moins cher, en définitive, que de payer une armée inutile, ou de verser des crédits dans le gouffre sans fond d'un gouvernement étranger.

U.F. (*L'Africain*, d'Alger.)

(1) Nous voici loin des « féodaux » qui servirent de motif d'excitation antifrançaise aux écœurantes campagnes de *l'Express* contre la France au Maroc. (N.D.L.R.)

COMPTOIR NATIONAL D'ESCOMPTE DE PARIS

La Commission de Contrôle des Banques dans sa séance du 13 juin, a approuvé les comptes de l'exercice 1955.

Les répartitions allouées aux parts bénéficiaires et aux parts de fondateur seront mises en paiement le 20 juin 1956, à raison de fr. 157 net par part de fondateur (coupon n° 54), réserve faite du cas où le taux de l'impôt serait modifié avant cette date.

Les fractions non payées seront reportées en application du décret du 30 octobre 1948.

Bibliothèque de Sciences Po

Le Document de la Quinzaine

L'EGYPTE

(*Suite de la 1re page*)

En effet, au mois de juin 1882, c'est-à-dire quelques semaines avant l'occupation du pays, les Grandes Puissances avaient signé la convention de Therapia, connue sous le nom « d'acte de désintéressement ». Aux termes de cette convention chacun des Etats signataires avait pris l'engagement :

« De ne pas tenter de se procurer, en Egypte, des avantages spéciaux ou une situation privilégiée quelconque. »

En dépit du traité de Londres de 1840, établissant l'autonomie de l'Egypte, sous la garantie de six Etats signataires, malgré l'acte de Therapia, le traité de Paris de 1888, sur la neutralité du canal de Suez, d'autres actes internationaux dont elle est signataire, et de promesse formelle d'évacuer l'Egypte, l'Angleterre s'y installait plus sûrement chaque jour.

Cette domination devait réveiller le patriotisme égyptien, ainsi que les idées libérales, combattues depuis le soulèvement de 1882.

La situation politique de l'Egypte était très délicate.

L'Egypte était bien, nominalement, vassale de la Turquie. Mais le Khédive devait consulter l'Angleterre sur le choix de ses ministres, en vertu de la dépêche de Lord Granville de 1884. Il ne pouvait rien contre le ministère, tant que celui-ci avait la confiance du représentant britannique. En réalité, suivant la loi organique, c'est l'Angleterre qui gouverne le pays par son représentant et un ministre égyptien, responsable, non pas devant la Nation ni le Khédive, mais devant le représentant anglais.

La France d'alors, et la Russie Impériale, étaient partisans de l'indépendance de l'Egypte. La plupart de ses Pachas dont les besoins étaient opposés à ceux du peuple, sympathisaient avec l'occupant, mainteneur de l'ordre, donc des affaires.

Les éléments intellectuels dissidents s'éveillaient, lentement, à l'idée de **Nation** et de **Liberté.**

UN ACTE DE CRUAUTE DES ANGLAIS PROVOQUE L'EXPLOSION DU NATIONALISME

Denchawaï, juin 1906.

Le 13 juin 1906 quelques officiers anglais allaient à la chasse aux pigeons sur une propriété privée près de Denchawaï, dans la province de Menoufieh.

Un vieux paysan signalait à l'interprète qui les accompagnait qu'un an auparavant les fellahs avaient été très affectés de voir leurs pigeons tués par les officiers anglais et que l'irritation irait en croissant s'il y avait récidive.

Sans souci de cet avertissement la chasse eut lieu.

Une **femme égyptienne fut blessée,** une ferme incendiée par les tirs. De tous côtés les paysans surgirent et il en résulta une bagarre au cours de laquelle **trois Egyptiens furent blessés** par les officiers et **trois Anglais blessés** par les Egyptiens.

Un des officiers blessés, le Capitaine Bull, s'échappait, parcourait, en courant, plus de trois milles, sous une température de 198° F., et tombait **mort d'insolation.** Les soldats anglais apprenant ce qui arrivait à leurs officiers attaquèrent un village, près Denchawaï, et tuèrent un fellah.

Les docteurs anglais reconnurent, devant le Tribunal que le Capitaine Bull, était mort d'insolation. Il fut démontré que les paysans avaient attaqué les Anglais chassant sur leurs terres, comme ils l'auraient fait envers des chasseurs en fraude, et non en leur qualité d'officiers.

Bilan de l'opération :

— Quatre Egyptiens furent condamnés à être pendus ;
— Deux condamnés aux travaux forcés à perpétuité ;
— Un à quinze ans de travaux forcés ;
— Un autre à sept ans ;
— Trois à un an de prison et à être publiquement flagellés ;
— Cinq à la flagellation seule, chacun devant recevoir cinquante coups de fouet à cinq queues.

Il ne s'était écoulé que quinze jours entre l'offense et l'exécution, le 26 juin, aux lieu, place et heure de la mêlée.

On ne trouve pas dans l'Histoire de France semblable atrocité, par décision de justice.

La Grande-Bretagne savait, jusqu'à la cruauté, faire respecter son autorité.

Denchawaï souleva contre Lord Cromer, représentant de l'Angleterre en Egypte, les libéraux de France et cet acte, ainsi que le reconnaîtra son auteur, dans son livre « Abbas II » publié en 1915 fut : **« vigoureusement exploité par les opposants du régime existant ».** Qu'étaient ces opposants de 1906, dont la pression réussit à démolir la puissance de Lord Cromer qui fut remplacé, au Caire, par Sir Eldon Gorst, ami personnel du Souverain régnant, Abbas II ?

NAISSANCE DU PARTI NATIONAL

Le 12 septembre 1895, Madame Juliette Adam (1) recevait une lettre de Toulouse, signée d'un nom inconnu : **Moustapha Kamel.**

Madame,

Je suis encore petit, mais j'ai des ambitions hautes. Je veux, dans la vieille Egypte, réveiller la jeune. Ma Patrie, dit-on, n'existe pas. Elle vit, madame, je la sens vivre en moi avec un amour tel qu'il dominera tous les autres et que je veux lui consacrer ma jeunesse, mes forces, ma vie.

J'ai 21 ans, je viens de conquérir la licence en droit à Toulouse. Je veux écrire, parler, répandre l'enthousiasme et le dévouement que je sens en moi pour mon pays. On me répète que je veux tenter l'impossible.

L'impossible me tente en effet.

Aidez-moi, Madame; vous êtes à tel point patriote que vous seule pouvez me comprendre, m'encourager, m'aider.

En même temps que cette lettre, je vous envoie une brochure sur le péril égyptien.

Mme Juliette Adam reçoit le jeune étudiant de l'Université de Toulouse, dont la maturité d'esprit frappe cette grande adversaire de l'Angleterre. Elle fait passer les articles de celui qui sera le **« Tribun de l'Egypte »,** dans des revues importantes et le met en rapport avec tous les hommes de valeur que le sort de l'Egypte pouvait intéresser.

Véritable mère spirituelle de Moustapha Kamel, elle le soutiendra de toute sa précieuse affection, créant, en peu de temps, autour de ce jeune homme, un réseau de relations d'une importance capitale pour lui, dans la presse, la politique, la littérature, parmi lesquels : Rochefort, Pierre Loti, le Colonel Marchand, Ernest Judet, resteront les amis fidèles de Moustapha Kamel.

Paris l'ayant consacré « leader », il s'en ira, plus tard, avec cette auréole, en Allemagne, en Autriche et jusqu'en Angleterre.

Moustapha Kamel était pauvre. Sa santé était précaire. Mais il avait une âme de feu. Sa voix réveillait l'Egypte de la torpeur dans laquelle elle restait plongée depuis 1882.

Les patriotes égyptiens sont unis ; leur parti est encore secret mais va manifester publiquement, en juin 1897, où comme l'écrit Moustapha à Mme Adam :

Je ne me serais jamais attendu à un acte aussi grand de la part de mes compatriotes... Plus de deux mille Egyptiens étaient là. Tous ont voté avec une joie bien légitime l'ordre du jour proposé par moi à la fin du discours condamnant l'occupation et demandant l'évacuation.

On demeure stupéfait à l'énoncé de ce chiffre qui enthousiasme, cependant, Moustapha Kamel. La passivité, quasi totale du peuple était bien lourde à ébranler.

Décembre 1899.

Autre discours patriotique de Kamel. Qautre mille personnes y assistent. Et c'est toujours vers Mme Adam que Moustapha se reporte pour lui annoncer la création du journal quotidien arabe, « Al Lewa », (l'Etendard), dont le premier numéro paraîtra au début de janvier 1900. Il écrit à son inspiratrice :

Je vous serais obligé de m'indiquer les ouvrages concernant l'histoire patriotique et les anecdotes patriotiques de tous les pays; pour enseigner le patriotisme au peuple, il me faut de grands exemples.

Je voudrais que « Al Lewa » devint en même temps, un organe du patriotisme égyptien et l'**intermédiaire entre le monde européen et le monde égyptien.** C'est pourquoi je vous prie de nous écrire de temps en temps des conseils patriotiques tirés des événements de nos jours et de l'Histoire; de prier tous vos amis de considérer mon journal comme leur organe en pays musulman et d'y écrire.

Septembre 1900.

A Mme Juliette Adam, lettre...

Mon journal marche à merveille... J'ai, plus que jamais, l'espoir que notre pays sera ce qu'il a été autrefois : le pays de la lumière et de la gloire éternelle.

27 mai 1902.

Les lettres se succèdent : Moustapha Kamel écrit à sa correspondante de Paris :

.... J'ai prononcé, à Alexandrie, devant plus de trois mille personnes, un grand discours politique... le succès a été inouï et l'effet très grand.

Les années passent et les lettres continuent.

6 septembre 1903.

Lettre datée de Paris, du Tribun égyptien à Juliette Adam :

C'est avec le plus grand enchantement que nous viendrons passer quelques moments avec vous et **puiser** dans votre **prophétique patriotisme des forces et nous raffermir dans nos idées.**

Désormais, le Tribun est accompagné de son ami et frère de combat, Mohamed bey Farid, et c'est pourquoi l'on voit apparaître le **« nous »** dans les correspondances.

25 septembre 1903.

De Vichy, Moustapha à Juliette Adam :

Je suis très content d'apprendre que Loti commande la station du Bosphore. J'aurai certainement le plaisir de le voir là-bas. Je dois passer au Tyrol avec mon ami Farid bey, que j'ai eu l'honneur de vous présenter il y a deux ans, la plus grande partie de ce mois. Les médecins trouvent qu'il est indispensable pour moi de rester à la montagne pendant un certain temps; mes nerfs commencent déjà à se fatiguer et ils ont raison, je n'ai aucune pitié pour eux. Vichy me fait beaucoup de bien et je ne m'ennuie pas ici; il y a quelques Egyptiens distingués et un monde cosmopolite qui m'amuse. Les eaux sont vraiment bonnes.

De nombreuses lettres se suivent.

Le Caire, 10 novembre 1903.

Moustapha transmet une invitation du Souverain, Abbas II, pour Mme Adam.

25 décembre 1903.

Son Altesse le Khédive est heureux de vous voir accepter d'être son hôte sur le Nil qui, comme vous l'avez dit si bien, reste, malgré tout, et à l'encontre de la volonté de tous, à l'Egypte et aux Egyptiens.

14 mars 1904.

Du Caire, à Mme Adam :

Un incident diplomatique d'une haute importance vient d'avoir lieu entre les Anglais et le Khédive à propos de votre voyage, vos articles publiés ici ont rendu les occupants de l'Egypte fous, ils ont poussé un journal anglophile et écrit en français, « Le Progrès », dont le directeur est un Grec de la pire espèce, à écrire un article insolent contre vous, le Khédive et moi. Il dit que Son Altesse influencée par son entourage, ignorait la portée de la réception trop flatteuse faite par lui à l'écrivain anglophobe qu'est Madame Adam. Poussant l'insolence jusqu'au bout il menace le souverain d'Egypte d'un conseiller anglais à la Cour pour le diriger dans la voie qui convient à sa situation. Cet article a paru vendredi et, samedi matin (avant-hier), le Président du Conseil et le Ministre des Affaires Etrangères ont été chez Son Altesse, au palais d'Abdine, et lui ont dit l'emportement dans lequel se trouvait Lord Cromer. Une minute après, celui-ci se trouvait devant Son Altesse; il s'est mis alors à se plaindre et à dire que la réception faite à Madame Adam était une provocation à l'Angleterre, etc...

A l'abbaye de Gif, dans cette délicieuse vallée de Chevreuse où Mme Juliette Adam avait un « Salon » que fréquentaient les hommes politiques, les écrivains, les journalistes célèbres, Moustapha Kamel trouvait un foyer d'ardent patriotisme qui le soutenait dans sa lutte. C'est à sa « mère » spirituelle qu'il écrit pour l'informer de sa décision de rupture avec le Palais, devenu « collaborationiste ».

28 octobre 1904.

Du Caire à Mme Adam.

Je suis arrivé au Caire lundi dernier, 24 courant, et le premier acte que j'ai fait était d'envoyer une lettre au Khédive lui annonçant la rupture de mes relations avec le Palais, ...

C'est la voie de la grande indépendance et de la grande lutte que j'ai prise et Dieu m'aidera, j'en suis certain.

Deux des scènes de l'exécution...

(1) Née en 1836 dans l'Oise, Madame Adam avait donc 59 ans et Moustapha 21 lorsque celui-ci la rencontra.

Bibliothèque de Sciences Po

A LA CROISÉE DES CHEMINS

par Renée VIEILLARD

Moustapha puise auprès de la Française une énergie croissante.

26 octobre 1907.

A Mme Adam :

Les Anglais, pour se venger, ont fait écrire par les journaux à leur solde que je veux devenir Khédive. Mais je n'ai pas laissé longtemps dire une pareille stupidité. J'ai déclaré que le premier article de mon programme était d'obtenir l'autonomie de l'Egypte avec la dynastie de Mohamed Ali, etc...

Moustapha Kamel juge le moment opportun d'organiser le Parti National : il fait un discours à Alexandrie, le 22 octobre 1907, à la fin duquel il proclame les dix principes fondamentaux du Parti qui furent agréés par les six mille asssistants. Le 27 décembre 1907 les statuts furent approuvés à l'Assemblée Générale du Parti et Moustapha Kamel élu chef à vie.

Mais il était déjà touché par la maladie, à laquelle il devait succomber le lundi 10 février 1908, après avoir désigné le 8 février, son frère de combat, Mohamed bey Farid, pour lui succéder, désir ratifié par le vote de l'Assemblée Générale du Parti le 14 février 1908.

La presse de Paris fit aux récits des funérailles de Moustapha Kamel une place de choix et le **Figaro** publia un long récit de M. Gervais-Courtellemont à son ami Pierre Loti.

La mort ne rompit aucun lien. Tous les Français groupés autour de Juliette Adam et de Moustapha apportèrent leur appui sans limite, à son successeur Mohamed bey Farid.

*
* *

1909.

Pierre Loti dédiait son livre : « La Mort de Philae »

« A la mémoire de mon noble
et cher ami
Moustafa Kamel Pacha
qui succomba le 10 février 1908
à l'admirable tâche
de relever en Egypte
la dignité de la Patrie
et de l'Islam. »

Février 1910.

A cette époque, Boutros Pacha Ghali était Président du Conseil des Ministres au Caire. Une série de mesures dangereuses était prise par le ministère : condamnation d'étudiants égyptiens, loi contre la presse, loi de prolongation de la concession de la Compagnie du Canal de Suez.

L'opinion publique se révolte. Les nationalistes ne représentaient pas la majorité des opinions et des intérêts de leurs concitoyens mais ils combattirent ce dernier projet et arrivèrent à soulever contre lui toute la nation.

Le 18 février, pendant les débâts, un jeune Egyptien, Ibrahim Nassif el Wardani tire sur Boutros Pacha, qui succombe peu de jours après, des suites de ses blessures. El Wardani est condamné à mort et exécuté le 8 juin 1910. La plaidoirie de son avocat, Ahmed Loutfi, se terminait par une péroraison émouvante, dans laquelle éclate un sentiment qui justifiait toutes les inquiétudes de l'Angleterre.

S'adressant directement à Wardani, l'avocat concluait :

Toi, qui as adoré ta patrie en amant passionné, toi qui t'es brûlé le front aux flammes sacrées de cette maîtresse divine, tu as oublié tous tes devoirs dans la puissance de ton amour, tu as cru servir ta patrie et tu as voulu lui offrir tout ton être et toute ta liberté en holocauste, car tu t'es dit que la félicité se résume dans l'amour et dans le service de la patrie.

Tu as accompli ton acte en acceptant à l'avance le sacrifice de ta vie et de ta liberté, en acceptant le trépas sans crainte et sans vanité. Tu as vendu ta liberté pour celle de ta patrie !

Mais, sache que si tes juges sont sévères c'est parce qu'ils sont les esclaves de la Loi, de ce glaive tranchant suspendu sur la Justice et sur la Liberté. Sache que tes juges t'ont connu, et espère en leur clémence.

S'ils ne te rendent pas justice, tout un monde est là qui sait que tu n'as pas agi en criminel et que tu as été la première victime de ta foi; tout un monde saura que tu n'as pas agi en criminel, que tu as agi par conviction, et l'Histoire apprendra aux générations futures si ta croyance a été juste ou vaine.

*
* *

Que faisait-on à Paris, en cette circonstance ?

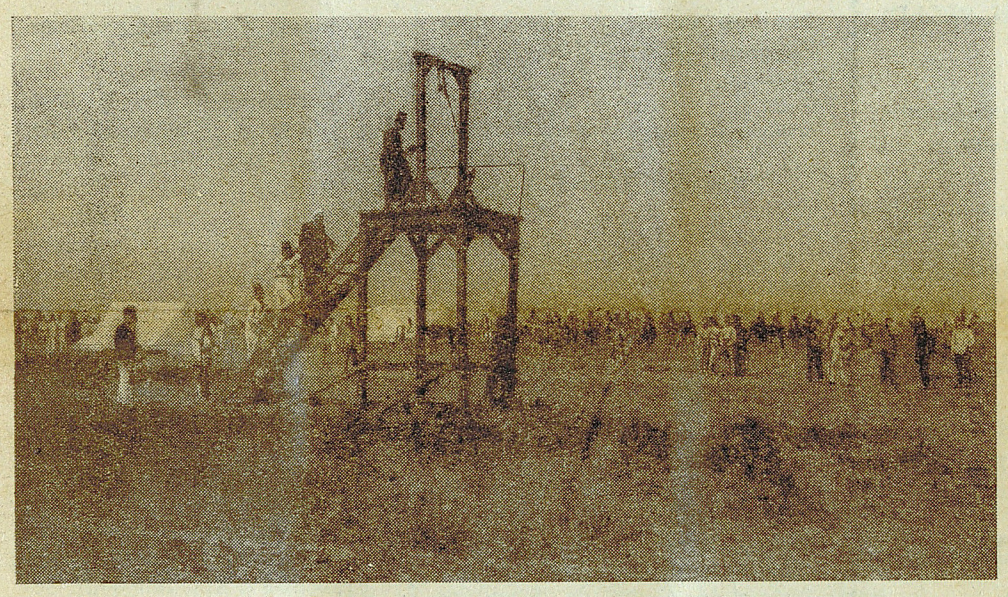
Des écrivains, des journalistes travaillaient à la rédaction d'un **Essai en l'honneur du martyr Wardani, pour l'étude des meilleurs moyens à employer pour affranchir l'Egypte de la domination britannique.**

Un riche Hindou, Shyamaji Krishnavarma, qui publiait une revue « The Indian Sociologist » et habitait à Paris, avait doté ce concours d'un prix de mille francs.

Le remarquable travail d'une Française, Mlle Mathilde Deromps, lui valut d'être la lauréate du concours. Rien n'était clandestin dans la manière d'opérer, et l'œuvre fut publiée en brochure.

Elle a une valeur documentaire considérable. L'esprit libéral qui l'anime, les méhodes préconisées pour la lutte prouvent abondamment que, sur le plan moral comme sur les plans, technique, militaire, économique, l'auteur a pensé longuement à sa thèse.

Or, **« l'Entente Cordiale »** liait l'Angleterre et la France par la convention du 8-4-1904. Néanmoins, l'intérêt pour ce que l'on appelait, « la Cause Egyptienne » était profondément enraciné chez les intellectuels de notre pays. **R. Recouly, André Tardieu** dans **« Le Temps »**, **Judet** dans **« L'Eclair »**, **Jean Herbette** dans **« Le Siècle »** et **« L'Action »**, tous quotidiens de Paris, consacraient des articles de défense de l'Egypte, fort documentés et énergiques.



...de Denchawaï. (Photos interdites en 1906)

PAROLES D'OUTRE-TOMBE

Des conférences étaient organisées un peu partout en France. Se souvient-on, encore, de celle faite le lundi 13 juin 1910, à Paris, à **« L'Alliance Française »**, alors 186, bd Saint-Germain ?

On lit à ce sujet, dans **« L'Eclair »** du 15 juin :

« L'assistance choisie, qui a coutume de suivre les réunions hebdomadaires de l'Alliance Française se pressait encore plus compacte qu'à l'ordinaire à la soirée du lundi 13 juin et quantité de tarbouchs mettaient une note orientale dans la grande salle à colonnades. Le programme était digne de cet empressement et méritait de retenir à la fois l'attention des Orientaux et de tous les amis de l'Orient. Mohamed Farid bey, chef du Parti National Egyptien devait parler des amitiés françaies en Egypte et des aspirations nationales, et M. Alfred Durand, conseiller du Commerce Extérieur, devait ensuite traiter la question de la France musulmane et de l'Islam.

« M. Louis Herbette, Conseiller d'Etat présenta les orateurs en rappelant qu'il avait visité l'Egypte lors de l'inauguration du Canal de Suez en 1879.

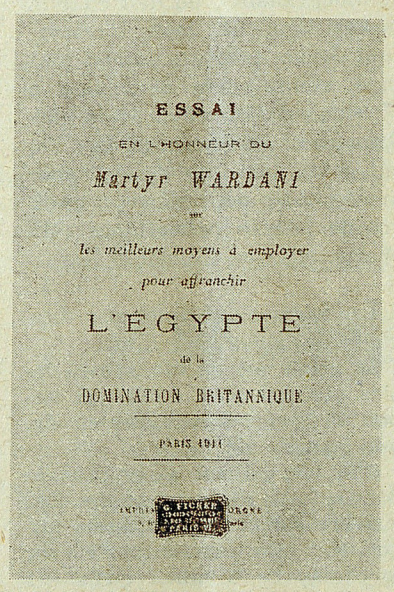
« Le Chef du Parti National exposa en termes d'une grande clarté la situation présente de l'Egypte et les raisons de son amitié avec la nation française. »

Que disait Mohamed bey Farid au sujet de la France ? Ses conférences ont été publiées et largement diffusées, pour celles de la période comprise entre mai et juin 1910. Leur texte est authentique, en voici un extrait :

Après avoir quitté l'Egypte, au commencement du XIXe siècle, la France ne s'en désintéressa point. Au contraire, elle continua son œuvre d'une manière plus efficace et elle n'en fut que plus aimée en Egypte. En effet, n'étant ni occupante, ni conquérante elle est devenue l'amie de l'Egypte, sa sœur aînée (quoique l'Egypte soit beaucoup plus vieille qu'elle), qui lui prodigue les conseils et la guide dans la voie du progrès et de la civilisation.

L'Egypte se donnait d'autant plus à elle que l'œuvre de la France était devenue tout à fait désintéressée, puisqu'elle n'avait plus aucune visée de conquête sur la Vallée du Nil...

Le rôle de la France en Egypte a été et est encore, des plus beaux. On trouve les travaux de ses grands hommes en tout, et partout. En voyant les grands barrages du Delta et les canaux qui arrosent toute la Basse-Egypte, on se rappelle **Mougel, Linand de Bellefond** et tant d'autres ingénieurs. L'Ecole de Médecine est fondée par Clot bey. L'armée fut organisée par le colonel **Sèves**, connu en Egypte sous le nom de Solimàn Pacha... L'Ecole de Droit est fondée par feu **Vidal Pacha** qui eut pour successeur feu **M. Testoud** et enfin **M. Lambert**, l'éminent professeur de la Faculté de Lyon. Les circonstances dans lesquelles celui-ci se vit obligé de donner sa démission sont encore trop présentes à toutes les mémoires pour que je m'y arrête. Il les a développées dans sa lettre au « Temps ». M. Lambert fut remplacé par M. Hill (un Anglais) qui a fini par obtenir sa licence à la Faculté de Paris en 1904, après avoir échoué plus d'une fois. C'est ainsi que les Anglais occupent les places qui, à défaut de Français, devraient être occupées par des Egyptiens.



ESSAI
EN L'HONNEUR DU
Martyr WARDANI
sur
les meilleurs moyens à employer
pour affranchir
L'EGYPTE
de la
DOMINATION BRITANNIQUE
PARIS 1911

Reproduction de la couverture de l'Essai

La France ne se contenta pas de nous prêter ses grands hommes pour nous aider à nous civiliser : elle accueillait à bras ouverts, dans ses universités, les jeunes étudiants que le gouvernement égyptien envoyait en Europe pour compléter leurs études et acquérir les capacités nécessaires pour diriger les affaires de leur pays.

... Nous ne **voulons pas être asservis par les Anglais ni par aucune autre nation étrangère**. Nous voulons avoir notre place au soleil et vivre indépendants, et personne ne peut nous contester ce droit naturel. Si les Anglais nous accusent d'ingratitude c'est parce que nous n'acceptons pas d'embrasser la main qui nous frappe ni de nous plier au joug de l'envahisseur. **Si nous aimons la France c'est parce qu'elle ne nous demande pas le sacrifice de notre liberté, en échange du bien qu'elle nous fait et des services qu'elle nous rend.**

... Je peux dire que chaque Egyptien instruit a deux patries : l'Egypte et la France.

Prononcées en français, publiées en notre langue, les pensées du chef égyptien ne peuvent être déformées.

A Lyon, le samedi 18 juin 1910, Mohamed Farid au Palais Saint-Pierre, avec la **« Mission Laïque »** assisté de M. Lambert, l'éminent professeur à la Faculté de Droit de Lyon, et sous la présidence de M. Leblanc, représentant de M. Edouard Herriot, maire de Lyon, développait le même sujet : le Parti National en Egypte.

M. Gervais-Courtellemont fit un éloquent plaidoyer, en faveur de la libération de la Vallée du Nil, à l'issue de cette importante réunion.

Le retentissement de ces conférences était considérable. Elles créaient un mouvement dans l'opinion française, bien renseignée par les précisions données quant à la situation faite à l'Egypte.

Bien mieux, une partie de la Presse française publiait les lettres de protestation du leader égyptien, qu'il s'agisse de vitupérer contre Sir Edward Grey, en raison des mesures de rigueur qu'il avait commencé à faire prendre en Egypte, soit contre Roosevelt.

Celui-ci, de retour de son voyage en Europe en 1910 et de passage à Londres, prononça au Guildhall, où on le recevait pour lui remettre les parchemins lui donnant le droit de cité, un très important discours.

M. Roosevelt attaqua avec une violence extrême les Egyptiens et la colonisation anglaise en Egypte. C'est à ce discours, dirigé contre le Parti National que répondait Mohamed bey Farid dans **« L'Eclair »** du 5 juin 1910, dont voici le texte :

M. ROOSEVELT ET L'EGYPTE

Les paroles prononcées au Guildhall par M. Roosevelt ne nous ont guère étonnés. Il avait déjà commencé sa campagne en faveur de ses cousins de la Grande-Bretagne à Khartoum, puis au Caire.

Dans la capitale du Soudan, il fit la louange de l'administration anglaise et conseilla aux Soudanais de s'attacher à l'Angleterre, la seule nation — disait-il — juste, équitable et qui ne cherche qu'à civiliser les nations pour leur seul profit.

Au Caire, dans sa conférence à l'Université Egyptienne, M. Roosevelt alla plus loin; il chercha à nous faire désespérer de l'obtention de la Constitution en nous disant, lui, notre hôte, que nous n'étions pas mûrs pour la liberté et que nous ne pourrions avoir le self-government qu'après plusieurs générations.

Ce discours, aussi déplacé que contraire à la vérité et à la justice, excita l'indignation générale...

Les nationalistes tinrent plusieurs meetings où furent prononcés les discours contre ce tueur de lions et

(*Suite page 6*)

Bibliothèque de Sciences Po

La Démocratie n'est pas que la grosse Industrie

par Pierre FONTAINE

La canalisation de la Moselle, coût 43 milliards, fut un des centres des négociations franco-allemandes. La France se servit du prétexte Sarre pour obtenir l'accord de Bonn et la participation allemande.

La canalisation de la Moselle est une entreprise qui intéresse uniquement les maîtres de forges de l'Est. Il s'agit de faire prospérer leurs affaires qui ne sont pas forcément celles de la France. Au point de vue stratégique, l'intérêt est discutable. On ouvre une voie d'accès dans une zone névralgique.

Les difficultés des négociations sur la Sarre vinrent surtout d'intérêts français imbriqués dans un espoir sarrois que l'on croyait européen, c'es-à-dire un régime international où l'on devrait puiser à boire et à manger au gré quasi exclusif de hauts-fourneaux, cette fois du centre de la France, et du racket de la radiodiffusion périphérique.

Pour ces opérations, il se trouva une politique et une diplomatie agissantes en des élans généralement plus hostiles — pour l'opinion — à ce grand business d'allure internationale.

Le combinat de Colomb-Béchar (directeur Erik Labonne) pétrole en puissance et mine de fer une des plus importantes du monde, décision d'édifier une centrale thermique. Le projet double barrage évalué à vingt-cinq milliards de francs serait donc acquis. Etant donné la situation dans cette région saharienne revendiquée par le Maroc indépendant et le premier coup d'essai (début juin 1956) de dissidence dans la région, l'avenir français demeure incertain dans cette contrée. Nous espérons que l'on n'engagera pas un centime des contribuables français dans ces investissements tant que l'on ne sera pas certain des lendemains français du Sahara pour lequel on parle « d'internationalisation ».

Sans publicité outrancière, un comité interministériel prit la décision de réaliser un barrage extraordinaire dit du « Konkouré » en Guinée française, prélude à un second barrage sur le Kouilou au Moyen-Congo. But : naissance d'une douzaine de milliards de kwh pour traiter la bauxite et fournir de l'aluminium. L'Etat français assurera-t-il de tels travaux ? On recherche un terrain d'entente pour que des sociétés privées prennent leur part de cette gigantesque affaire en préparation dans laquelle interviennent de puissantes sociétés étrangères alliées à des sociétés françaises.

Ce projet est soutenu et défendu par *l'Express* de M. Servan-Schreiber qui est délégué de quelque chose en Guinée à Paris, ce qui valut, vu la position « anticolonialiste » prise par cet organe en Afrique du Nord, cette boutade parisienne : « La Guinée aux Guinéens ». Puisque les « lois-cadres » coloniales aboutiront à une autonomie interne, qui ne peut être que le tremplin d'une indépendance à plus ou ou moins longue échéance, nous ne voyons pas pour quels motifs l'Etat engagerait l'argent des contribuables en des travaux qui tomberont dans un domaine public noir.

Il existe pourtant, sur le territoire métropolitain, un important investissement d'intérêt immédiatement national à considérer d'urgence. C'est la construction du Canal des Deux-Mers, source de richesse économique générale avec la capacité des raffineries du Sud-Ouest, qui montera à environ 12/15 millions de tonnes avant dix ans.

L'argent français d'abord à la France.

Nous espérons qu'il se trouvera un parlementaire français pour crever l'abcès du business politique dans une période où la France, la première, a besoin de s'équiper économiquement avec efficience pour contrebalancer la perte des débouchés coloniaux à jamais perdus. Nous nous refusons à être les complices de la haute finance et de la grosse industrie qui cherchent à éparpiller aux moindres frais leurs risques à l'extérieur, quand la France réclame des besoins de survivre.

P. F.

N. B. — Dans le collectif, le gouvernement a refusé d'envisager des crédits pour les viticulteurs ruinés par le gel ; 100.000 familles rurales se demandent comment elles subsisteront l'an prochain.

COMMUNIQUE PAR L'ASSOCIATION POUR DEFENDRE LA MEMOIRE DU MARECHAL PETAIN

A l'heure où l'union des Français est plus que jamais nécessaire, l'Association pour défendre la mémoire du Maréchal Pétain,

Constate avec une profonde tristesse que la bataille de VERDUN a été commémorée le 17 juin, sans qu'ait été prononcé le nom du commandant de l'armée de Verdun, pas plus d'ailleurs que celui des généraux qui l'entouraient,

Relève la faute qui consiste à séparer le chef de ses soldats,

Proteste de toutes ses forces contre un silence qui ne trompe personne et dont l'effet le plus sûr sera de diminuer aux yeux du monde l'éclat d'une de nos plus grandes victoires.

Le président de l'A.D.M.P.,
Gal. HERING.

SOCIETE GENERALE

La Commisson de Contrôle des Banques a approuvé les comptes de l'Exercice 1955 : bénéfices, Fr. 554 millions contre 477 millions.

Le dividende alloué à chaque part bénéficiaire a été fixé comme l'an dernier à 175 fr. brut. Il sera mis en paiement à partir du 16 juin prochain.

Il est attribué au Trésor un dividende global de Fr. 225 millions (contre 153.735.000 l'an passé).

La Réserve légale reçoit 24 millions et le reliquat de 75 millions a été inscrit au Report à nouveau, ainsi porté à Fr. 491 millions.

De l'Argent pour Moscou

L'on s'étonne des immenses ressources du Parti Communiste, mais combien de gens lui viennent en aide avec une inconscience ahurissante (nous ne pensons tout de même pas qu'ils prennent une assurance sur une éventuelle soviétisation de la France). L'agence Inter-Presse, qui a la régie des journaux communises, vient d'adresser aux agents de publicité une circulaire dont nous donnons, sans autre commentaire, l'extrait suivant :

« Le 2 septembre prochain se déroulera la plus grande fête de France : la « Fête de l'Humanité 1956 ».

L'an dernier, elle a groupé un million d'acheteurs dans cette ambiance de réceptivité particulière où la publicité acquiert sa portée maximum. Nous pouvons prévoir une affluence au moins aussi importante cette année.

Dans l'ensemble, tous nos annonceurs nous renouvellent leur confiance et leur nombre augmente chaque année.

Cinquante firmes ont participé à la fête 1955 :

Amis Campeurs, Ancel, Aspirett ,Ave Bros, Chantier Bel Air, Bartissol, Belcocotte, Berger, Bic, Cinédis, Django, Electro-Scie, Excel, Fischer, Fotokin, France - U.R.S.S,, Esquimaux Gervais, Grappe Dauré, Ironing-Class, Kiravi, Kronenbourg, Le Professionnel, Vin Lextra, Lippon, Loulou Blanc, Biscottes Luc, Macoë, Marcalu, Martine, Mirène, Motoconfort-Piel, Nautique Sportive, Pathé Consortium Cinéma, Pernod, Perrier, Pschitt, Primior, Produsol, Radio-Secrétan, Renard Bleu, Ricard, Richard, Schneider, Ségalot, Société Française d'Ameublement, Soda-Bar, Tevox, Texticroche, Triomph-Mobilier, Vérigoud. »

L'EGYPTE A LA CROISÉE DES CHEMINS (suite des pages 4 et 5)

lyncheur de nègres; puis, les protestataires se rendirent en foule, bannière en tête, devant l'hôtel Shepherd où M. Roosevelt était descendu, et ont crié en plusieurs langues : « A bas Roosevelt ».

A son embarquement à Alexandrie, ces manifestations furent renouvelées sur le quai.

C'est donc le cœur plein de haine et de fiel contre les nationalistes égyptiens que partit Roosevelt. Parce que les nationalistes n'ont pas voulu accepter ses conclusions de se croire le peuple le plus heureux parce qu'ils se trouvent sous la domination des Anglo-Saxons, il les en punit par son gros bâton.

... Nous sommes résolus à marcher jusqu'à ce que notre but soit atteint et nous arriverons malgré tous les Roosevelt du monde.

Pour apprécier la hardiesse de ces protestations il faut bien se pénétrer de ce qu'était le régime politique en Egypte, sous la férule anglaise, et la qualité de « l'Entente Cordiale » ce qui n'arrêtait pas pour autant l'action de la presse quotidienne française soucieuse d'accueillir les appels de l'Egypte opprimée.

1911. L'emprisonnement de Mohamed bey Farid au Caire.

Parmi tant d'autres articles de journalistes français courageux et indépendants, on doit citer la protestation de Jean Herbette (qui devint quelques années plus tard, ambassadeur de France à Moscou), à l'occasion de la condamnation de Mohamed bey Farid à six mois de prison, pour avoir publié une préface, à un livre de poésies patriotiques « El Wataniata » de Cheikh el Gayatti.

La préface intitulée : « Les effets de la poésie » disait :

La poésie est un des moyens les plus efficaces pour éveiller la torpeur des peuples et exciter en eux une nouvelle vie.

C'est elle qui leur donne l'audace dans la lutte, elle qui engendre chez eux l'ardeur et l'enthousiasme jusqu'à leur faire exposer leur vie sur le champ de bataille... qu'ils (les poètes) utilisent les dons si nobles dont Dieu les a munis pour servir le peuple, l'éduquer, non pour ramper aux pieds des riches, pour se rapprocher des grands et des ministres.

Le gouvernement passera, mais le peuple est immuable.

Ce texte valut à Mohamed bey Farid l'application des articles 148 et 154 du Code Pénal égyptien : crime d'excitation à la révolte et d'apologie du crime. Il fut tenu six mois en prison, au secret.

Jean Herbette publiait dans « Le Siècle » en février 1911 (dont M. de Lanessan, ex-Ministre de la Marine était directeur), les lignes suivantes :

La Cour d'Assises du Caire vient de condamner à six mois de prison Mohamed bey Tarid, chef du Parti National Egyptien, pour avoir écrit la préface d'un recueil de poésies. Si la Cour a cru rendre un arrêt, c'est un arrêt inexplicable; si elle a voulu rendre un service c'est un service pernicieux. La puissance qui occupe l'Egypte, la puissance qui a, la première, inscrit dans ses lois l'habeas corpus et qui s'enorgueillit d'un John Hampden ou d'un John Pym, l'Angleterre compromettrait son autorité si elle la laissait défendre par des procédés dignes du roi Bomba.

Paroles sévères d'un futur grand ambassadeur de France à Moscou.

***

1919.

La liberté de la Presse est si largement appliquée qu'on laisse publier, à Paris, dans une petite revue « L'Egypte », organe de l'Association Egyptienne de Paris, la liste impressionnante de « Quelques condamnations sous le Régime de Terreur » prononcées par les Cours Martiales en Egypte.

C'est en date du 10 juin 1919, la reproduction du communiqué officiel publié par les autorités militaires britanniques en Egypte (numéro du 15 juillet 1919 de **L'Egypte**).

***

Le 2 août 1919, M. Anatole France s'était fait représenter par l'envoi d'une déclaration au déjeuner offert par la Délégation Egyptienne, à deux cents convives appartenant tous à l'élite française.

La lecture de la page éloquente dédiée à « L'Immortelle Egypte » d'Anatole France fut accueillie par une salve d'applaudissements Nous la rapportons en entier :

L'IMMORTELLE EGYPTE
d'ANATOLE FRANCE

La main souveraine de nos démiurges tire du néant vingt peuples morts. La Pologne, l'Arménie pansent enfin leurs plaies. Sur les rives lumineuses de l'Egée, l'Hellade ressuscite. Mais la justice des hommes n'a cessé d'être boiteuse. Son imperfection et la folie de nos prétendus sages, font de l'Egypte la grande victime de la paix.

L'antique terre de Phtah ne manque cependant pas de titres à la reconnaissance des hommes. Elle est la mère spirituelle de la Grèce ! Ses prêtres, les premiers, ont soulevé le voile où reste caché le mystère du monde. Ses naïfs artistes firent luire l'étincelle où s'allume la flamme de la beauté ! Hier, son drapeau partagea avec ceux des Alliés, la victoire du Droit.

Puisse « la Voix de l'Egypte » retentir profondément dans la conscience universelle et dresser, contre l'Injustice, l'Internationale des peuples !

18 JUIN 1956

En ce 18 juin 1956, l'Egypte célèbre, enfin, dans un enthousiasme délirant, **« l'Evacuation »** départ du dernier soldat de l'occupation britannique.

Mais la France, seule puissance du monde a le droit de se proclamer la première à avoir tendu au Nationalisme égyptien naissant une main fraternelle. Elle lui a donné ce qu'elle avait de meilleur, l'amitié de son élite intellectuelle.

Cet appui ne peut être nié, ces souvenirs doivent être évoqués afin que nul n'oublie qu'entre les deux pays il existe un passé où la coopération culturelle, économique, financière n'était pas un vain mot.

Que cette vieille amitié d'autrefois ne soit pas oubliée à l'heure grave du destin de la nouvelle Egypte placée à un carrefour.

Bibliothèque de Sciences Po

LES LIMITES DE L'HISTORICISME

Une étude sur l'historicisme peut avoir deux formes ; elle pourra être, et c'est le cas le plus fréquent, originale et portera alors sur l'action de quelques hommes intimement convaincus de la nécessité de cette philosophie. Ou bien, elle sera démonstrative, favorablement ou défavorablement, et se placera dans un plan techniquement philosophique. Autrement dit, elle s'intéressera uniquement à l'un des deux aspects de l'historicisme, l'abstrait ou le concret.

Certes, il est utile de pouvoir séparer ces deux éléments, afin de démêler les imbrications mutuelles du système théorique et de l'activisme, mais on ne pourra considérer cette méthode que comme une hypothèse de travail toute temporaire ; car l'on doit en fin de compte reconjuguer les deux formes : l'historicisme n'est pas seulement un système intellectuel ayant le seul intérêt d'être une belle construction, ni une furieuse envie d'agir avec, en arrière-plan, une justification philosophique assez vague, et qui ne serait qu'un sophisme du cœur.

L'historicisme est la vie même; il est l'élan vital qui nous pousse à la révolte contre un style de vie périmé. Quel que soit son aboutissement politique, il est d'abord une conception de l'homme et de l'histoire, à laquelle vient d'adjoindre un certain sens de l'action. Ce dernier en découle logiquement, mais aussi imprime au système théorique sa propre énergie, et de la sorte, ne lui est pas lié statiquement.

C'est à la méthode d'analyse la plus desséchée qu'appartient l'étude de M. Karl Popper « Misère de l'historicisme » dont la traduction vient de paraître aux éditions Plon. Karl Popper étudie scientifiquement les thèses historicistes, les thèses naturalistes et les thèses antinaturalistes ; sa volonté est de montrer de façon formelle que l'historicisme n'est pas fondé et que sa prétention à une prévision de l'histoire est fausse ; aussi procède-t-il à une critique systématique des thèses historicistes.

Il faut remarquer, bien que son propos avoué ne soit pas celui-là, on sent tout au long du livre que c'est le marxisme qu'il vise, le marxisme et son mécanisme matérialiste qui devrait lui permettre de prévoir l'évolution de notre avenir.

Car il y a une grosse lacune dans cet ouvrage, le refus de l'auteur à traiter des historicistes les plus conséquents croyons-nous, qui croient en la valeur comme moteur historique de la présence et de l'action de certains hommes. Nous accorderons à l'auteur que Hegel composa bien une méthode historique : mais peut-il dire que ce soit une méthode de prévision historique, avec intention de prédire l'évolution de la société ? Ce sont les marxistes qui, en trinquant son système, se sont permis cette erreur, en croyant eux à une modification venant de nous.

Il ne faut pas oublier que *Hegel*, lorsqu'il aperçut Napoléon, alors à l'apogée de sa carrière, sentir comme un gouffre en lui. Il compris qu'il avait devant lui celui sur qui tous les regards se portaient, la véritable synthèse. Est-ce à dire qu'il se vantait de prédire l'arrivée d'un autre Napoléon ?

Ceux qui comprennent l'historicisme de cette manière-là n'ont rien de commun avec la véritable doctrine historiciste. La définition que donne Karl Popper, une méthode de prévision historique, est ou fausse ou trop étroite. Elle ne s'applique dans tout son sens qu'aux marxistes, qui ne sont pas historicistes dans la mesure où ils ont « remis sur pied » la doctrine de Hegel, c'est-à-dire l'ont dépouillé de sa substance primitive qui était la conviction en la force de la personnalité humaine et une compréhension de nos activités sur le plan de l'histoire.

Si l'on veut qualifier l'historicisme d'une façon quelconque, il n'y a pas d'hésitation, seul le terme de « sociotechnique » est juste. Nous entendons par là qu'il doit être possible de vérifier une théorie sociale (M. Popper le reconnaît) par une méthode d'étude, et non pas vouloir donner un cours à l'histoire de par la force de nos connaissances.

C'est là que se place l'erreur et la lacune de Karl Popper : N'étudier l'historicisme que comme une méthode de prophétie historique, ayant des rapports plus ou moins lointains avec la méthodologie physique.

Ce point précisé, on doit reconnaître que la critique faite aux thèses des tenants de la science prophétique en l'histoire, est l'une des rares études vraiment scientifiques qui ne se cachent pas dans une obscurité de mauvais aloi. Elle mérite d'être lue.

François MORETTI.

Les Ballets Jean Babilée

au Théâtre des Champs-Elysées

Nous ne retracerons pas ici la contreverse qui divise en deux camps les balletomanes et qui porte sur les possibilités qu'a la danse, dans sa forme classique, d'exécuter une transposition de la musique moderne. On sait que les uns soutiennent qu'il est indispensable que la musique moderne, qui possède de façon générale un rythme plus fractionnaire que ce que l'on a l'habitude d'entendre, puisse trouver dans les lignes continues du grand art de la danse un équivalent plastique à sa valeur propre ; tandis que d'autres prétendent que c'est la danse elle-même qui doit se rénover et se plier aux nouvelles exigences de la musique.

Jean Babilée qui est maintenant, comme Roland Petit, à l'écart des écoles officielles, et qui essaye courageusement de donner à sa conception de la danse une place qu'il veut très grande, est un danseur dont la formation fut très classique ; il en connait donc toute la technique et tout ce qu'elle recèle de virtuosité possible. D'un autre côté, il a un esprit indépendant, il aime sans doute la musique moderne et de là à mettre l'une au service de l'autre, le pas n'est pas grand. Mais comme il fallait justement accorder ces deux modes d'expression, Jean Babilée a dû se résigner à supprimer dans la danse tout ce qui appelait un équivalent poétique pour regarder que le côté musculaire de ses évolutions : il a créé une danse acrobatique, athlétique. Cela donne, lorsqu'il danse les « Variations » de Martino, par exemple, une sorte d'expressionisme très obscur ; ou bien lorsqu'il monte la « Balance à trois » dont la musique est de Jean-Michel Damaze, il nous offre alors un sport dansé, et même plus une danse sportive.

C'est d'ailleurs cette dernière œuvre qui montre peut-être le plus clairement ce que sont les recherches chorégraphiques de Jean Babilée. Nous avons, en scène, des gymnastes qui font pour leur plaisir, et pour celui de Claire Soubert (qui est, elle aussi, à l'occasion une très belle et très fine danseuse classique) démonstration de leur vituosité technique et de leur force physique, pourrons-nous dire. Le livret, très lâche, n'est qu'un prétexte, et Jean Babilée a voulu montrer justement les possibilités de ce genre. Dire qu'il réussit à nous convaincre est sans doute trop s'avancer ; s'il évite habilement le genre exhibition de music-hall, ce dont on doit le féliciter, il n'a pas réussi à lier complètement musique, danse et poésie. En un sens, sa recherche paraît trop intellectuelle et ne relève pas assez des domaines de la sensation ou de la poésie.

C'est la poésie qui est l'expression la plus pure de l'esprit humain. Elle s'exprime par un langage, quel qu'il soit, et l'art chorégraphique était justement le mariage de la musique et de danse pour accéder à cette forme suprême de l'esprit. Il ne s'agit donc pas de construire un mécanime des bras et des jambes suivant le rythme d'une musique, mais de sentir les concordances qui existent entre deux modes d'expression par bien des côtés opposés, pour les fondre, leur donner une âme.

Jean Babilée est jeune, sa troupe est jeune, et le fait que le spectacle qu'ils nous offre soit agréable à voir et n'est eu rien d'agressif, peut nous laisser espérer qu'un effort vers l'esprit et un meilleur choix d'œuvres musicales mêmes modernes, leur permettra de réussir ce que d'autres ont tenté et n'ont pas approché.

F. M.

PARIS, mon village

Il est incontestable que le nom du « Palais-Royal », dans le monde du théâtre s'entend, est synonyme de vaudeville avec ses petites femmes agréablement déshabillées et dont l'action est décomposée en sketches légers, d'une imagination pas toujours débordante.

Mme de Létraz nous invite en ce temple du quiproquo à « Occupe-toi d'mon minimum ». Je n'ai pas connu les revues de Rip et n'ai pas vu Victor Boucher dans « Les Vignes du Seigneur », je n'ai connu que de Létraz, ce n'était certes pas du Labiche ou du Courteline, mais enfin c'était un agréable passe-temps, et d'ailleurs la prétention de cet auteur à succès devait se borner là.

Le nouveau programme de la rue Monpensier, ne pourra satisfaire que les provinciaux en goguette, tandis que les vieux messieurs apoplectiques seront fascinés par la sculpturale Irène Tunc (Miss France 1954), Jean-Jacques et Simone Max font de louables efforts afin de déchaîner le fourire, ils y parviennent d'autant plus facilement que le public ne s'est déplacé que pour cette raison, hormis bien entendu les charmes de Mlle Tunc.

Une belle gaffe.

Au cours d'une émission de Télé-Paris, au cours de laquelle des caravaniers américains étaient présentés, le directeur d'un magazine illustré à tout simplement répondu à Roger Féral.

— Oui, Monsieur Lazareff.

Silence, gêne, le rouge de la confusion s'installe sur le visage du beau-frère du seigneur de la presse « soziale-démocrate », qui gémit :

— Féral, monsieur, mon nom est Féral.

Et cela, des milliers de téléspectateurs l'ont vu et entendu.

Mot féroce.

Parlant de Mendès : « Il a la politique de son physique. »

Chez Gallimard.

Jean Paulhan vient de remettre à Gaston, le dernier manuscrit de Rebattet avec ces simples mots :

— Rebattet, c'est Balzac.

■

A paraître prochainement.

Jean Paulhan vient de transmettre à Gallimard, le dernier manuscrit de Rebattet en annonçant : « Rebatet, c'est Balzac ! ».

Aux Editions Denoël, un sujet d'une brûlante actualité « Notre Sahara » par G. Lefèvre et P. Mannoni, excellents journalistes tous les deux et un nouveau roman d'Henry James « L'âge difficile ». Albin Michel annonce une traduction de l'allemand d'un « Roméo et Juliette à Vienne », tragédie adaptée à la guerre froide. Chez Julliard « Chine Rouge », reportage de Renée et Pierre Gosset.

■

Vaudeville.

Je n'ai pas connu les revues de Rip, je n'ai pas applaudi Victor Boucher dans « Les Vignes du Seigneur »- mais vers mes dix-huit ans j'ai fait connaissance avec Jean de Létraz.

Cette semaine j'étais invité par sa femme en son Théâtre du Palais-Royal, où elle présentait à la presse « Occupe-toi d'mon minimum ». Personnellement je préfère le théâtre de minuit à celui à combinaisons de dentelles, que dire donc de ce nouveau spectacle ? Joué en ce lieu, avec un titre pareil il est assuré d'un public spécialisé dans le vaudeville renforcé par des contingents provinciaux. La distribution est assez bonne Jean-Jacques et Simone Max en sont les principaux animateurs, très remarquée (pour sa plastique) Irène Tunc, Miss France 1954, dont le M.S.V. (base de la pièce) doit se placer au-dessus de la commune moyenne.

Un nouveau confrère.

« Chevrotine », tel est le titre révélateur d'un nouveau confrère, courageux, franc, voir même téméraire, il est vrai que le directeur de ce bi-mensuel est Léon Dupont, ce tribun poujadiste contre lequel se déchaînèrent les Lecache, Daniel Mayer et autres Bokanowsky ; à son sujet Patrick Kessel, de « L'Express » à Mendès, ne trouvait qu'à écrire : « Ah ! si j'avais eu une mitraillette ».

Ce numéro de lancement est une réussite et se basant sur le réquisitoire de Tixier-Vignancour contre les marchands de canon vis-à-vis du Proche-Orient actuellement, ainsi que sur les révélations de Paul Raissinier et d'Henry Coston sur la haute finance apatride. Léon Dupont accuse la clique à Mendès de trahison (il n'est pas le seul) et son éditorial de la première page se termine : « je réclame une corde à bœufs pour chacun de ces salauds ».

J.-J. AUPY.

LE 40e ANNIVERSAIRE DE VERDUN

La Fédération Nationale des Anciens de Verdun communique :

Les Membres de la Fédération Nationale des Anciens Combattants de Verdun, réunis en Assemblée Générale à l'issue des cérémonies officielles du 40e anniversaire de la plus grande bataille de l'Histoire, se félicitent de l'éclat qu'a revêtu cette journée de M. le Président de la République, soldat de Verdun, à qui ils expriment leur respectueuse gratitude.

Ils souhaitent ardemment que cette célébration solennelle accentue encore le réveil national actuellement en cours et que les événements d'Afrique du Nord rendent indispensables.

Ils regrettent toutefois que le nom du Chef sous lequel ils eurent l'honneur de servir à Verdun n'ait pas été associé aux cérémonies, ce qui aurait permis à cette commémoration de marquer, selon les termes mêmes du Président de la République, « un de ces jours privilégiés où l'âme de la France retrouve sa profonde unité ».

Bibliothèque de Sciences Po

LES IDÉES DE MENDÈS SUR L'ALGÉRIE

(*Suite de la 1re page*)

de l'homme, et enfin épurer l'administration française. C'est en somme le strict programme de « l'Humanité » et de « France-Observateur ». On imagine l'effet bienfaisant de l'habeas-corpus et de la liberté de réunions à Palestro et à Oued-Zem. « On nous demande quelquefois d'expliquer dans le détail les modalités de l'action qui pourrait être entreprise, du statut qui pourrait être proposé pour l'Algérie. Je n'ai pas l'intention de répondre à cette question ici et aujourd'hui. » C'est en ces termes que Mendès élude le programme qu'on attendait de lui. Sa politique se ramène à un pathos hybride fait de « chocs psychologiques » et de « paris ». Le leader radical devient beaucoup plus perspicace quand il aborde la question du Régime qui est précisément la cause première de notre décadence impériale. « Nous assistons à une manœuvre de grande ampleur pour faire porter demain aux principes républicains la responsabilité de toutes les déceptions, de tous les revers subis outre-mer et de ceux dont nous sommes menacés. » Mendès sait bien que le Système ne résisterait pas à la perte de l'Afrique. L'idée du changement de régime le contriste infiniment plus que celle de la dislocation de nos territoires d'outre-mer. Pour lui, le responsable c'est « l'éternel égoïsme conservateur et colonialiste ». Se dévoile ainsi cette vigilance sectaire de l'homme lié au désordre établi et décidé à le maintenir.

Périsse la nation pour que vivent les principes, telle est la conclusion d'un document inexpressif publié par un homme attaché à cette désastreuse idéologie jacobine, qui confère à la générosité d'invention le pouvoir mythique de résoudre tous les problèmes humains. Nous sommes assez édifié par l'égoïsme conservateur, pour en juger les responsabilités. Mais l'accuser, lui seul, et lui substituer une logomachie utopique ne résoud rien.

Le Mouvement Poujade et l'avenir du Nationalisme

(*Suite de la 1re page*)

communistes dans leur tentative de conquérir les classes que leur niveau matériel de vie tend à abaisser au même rang que le prolétariat industriel ne provient pas d'une inexacte appréciation de la condition économique de ces classes et de l'oppression qui pèse sur elles. Cet échec vient de la résistance non-économique à une doctrine qui refuse d'en tenir compte. Les chances du marxisme s'arrêtent là exactement où commence la participation de l'individu responsable à une communauté organisée et à sa civilisation.

L'élément dynamique du Mouvement Poujade, c'est cette *plèbe* dont les rapports avec la communauté nationale ne se réduisent pas à l'échange économique du travail avec le salaire. Son niveau de vie est aussi bas que celui du prolétariat ; son mode de vie reste essentiellement différent. Mécontente et désireuse d'améliorer son sort, elle se tournera vers ceux qui lui permettront d'accroître sa puissance dans la nation, non de détruire cette nation pour lui substituer une forme de société nouvelle.

Le jour où l'amour-propre français aura subi des lésions assez graves, où les élites sociales, historiquement associées à la décadence du pays, se seront montrées définitivement incapables de satisfaire la volonté de puissance nationale, alors l'heure du *nationalisme plébéien* sonnera.

Pour l'instant, il s'agit moins de savoir si Poujade inscrit à son programme telle formule réputée « nationaliste » que si son action rassemble contre le régime tous ceux qui, de part leur situation matérielle et morale, sont destinés à combattre, ne serait-ce au début qu'inconsciemment, pour la destruction du système.

S'il arrive souvent que les grands évènements historiques aient leur origine dans la conscience lucide d'un réformateur, dans un esprit particulièrement perspicace capable de discerner les données encore imperceptibles de l'avenir et de lui répondre à l'avance, il serait enfantin de croire que les problèmes historiques s'arrêtent de se poser lorsque manque dans une génération les hommes capables de les formuler clairement et de les résoudre. Il peut donc se faire que les premières réactions à des circonstances données ne soient pas celles de la claire conscience intellectuelle, mais celle de l'affectivité confuse des foules. Le cas peut d'autant plus se produire lorsque la rapidité des évènements sociaux devance et déconcerte les intelligences, lorsque leur rythme dépasse le rythme, nécessairement lent et scrupuleux, des constructions doctrinales sérieuses, lorsqu'un état vraiment tragique impose et provoque de la part des chefs et des foules qui les suivent des solutions immédiates. Nous devons admettre qu'à une époque donnée la prise la plus profonde sur la réalité, la véritable source des énergies créatrices ne se trouvent pas nécessairement du côté de la philosophie la mieux construite et de la dialectique la plus brillante ; elle peuvent se trouver du côté où des instincts confus, des tendances contradictoires associées à des ressentiments parfois grossiers, à des intérêts parfois sordides, s'agglomèrent et se combattent.

Mais constater qu'à certains moments les besoins essentiels, les mouvements secrets des esprits peuvent être perçus et affrontés dans l'action empirique et l'affectivité, alors que l'intelligence claire s'attarde à poser des problèmes aberrants et secondaires, ce n'est pas interdire à l'intelligence le domaine du réel. L'incapacité du Mouvement Poujade de définir en termes valables sa tâche historique ne prouve évidemment rien contre la réalité et la nécessité de cette tâche. Mais une telle incapacité reste une incapacité. Elle n'ajoute à ceux qui en souffrent aucune force. Elle ne prouve rien en leur faveur. Elle expose le mouvement aux plus grands risques de déviation et d'avortement.

La destinée du Poujadisme est un problème tout à fait indépendant de ce qu'on pourrait appeler sa *vérité* : il peut être tout autre chose qu'une imposture, il peut répondre aux besoins profonds de la France actuelle ; il ne s'inscrira pas dans l'histoire, si par manque de conscience claire, il reste inférieur à ses possibilités créatrces. L'échec du Poujadisme ne prouverait pas que son succès était impossible ; cet échec prouverait seulement que le mouvement n'aurait pas été capable d'élever sa conscience au niveau de prétentions peut-être justifiées et se serait ainsi laisser écarter d'une compétition où il avait la force de vaincre.

H. St-J.

En enterrant un soldat d'Algérie...

JE viens de passer huit jours en Normandie. Cela constitue une halte nécessaire et bienfaisante : la nature et les bêtes sont plus proches de la vérité que l'agitation inquiétante — et souvent malsaine — d'un Paris où trop de « barbares » s'emploient trop souvent à y faire la loi, une loi que nous acceptons de subir.

Les vaches paissent et ruminent paisiblement, les pommiers sont en fleurs, les rouges-gorges animent les taillis de leurs chants si harmonieux qu'ils parviennent à faire oublier le style perfide d'un Mauriac, ce corbeau du new look politique.

Je bavarde avec le facteur, type parfait d'un Taty normand, si savoureux dans ses propos anodins, sa naïveté qui ignore le progressisme, sa candeur qui ne connaît ni les feux politiques, ni les fuites ,ni les trahisons. Il reçoit des lettres, et les distribue ; il parle, pour me distraire ; il est sans malices ; il a du bon sens ; il n'est pas très fin, mais, tel qu'il est, il me ferait défaut s'il ne faisait plus sa tournée. Je ne saurais en dire autant d'un certain nombre de personnes qui occupent la scène de notre temps, et que l'on verrait plutôt disparaître avec plaisir. Mais les joies nous sont comptées !

Des lettres qui me furent remises, je détache d'abord un faire-part de décès. Je l'attendais. C'est l'annonce du service pour un tout jeune petit gars de chez moi, sergent du génie, assassiné lâchement en Algérie, dans les rues de Michelet, tout seul, sur sa moto.

Auparavant, il vivait avec sa mère, et sa mère n'avait que lui. Pour elle, il avait toutes les attentions, tous les soins, toutes les délicatesses. Une tendresse mutuelle leur faisait une vie douce. Elle attendait, elle espérait son retour, elle tremblait pour son fils, mais elle acceptait cette séparation pour que cette terre africaine reste française. Elle croyait plus à la vertu du courage humain qu'à la valeur des engagements d'un interlocuteur valable : elle est française.

Son fils est mort, et le désespoir est en elle. Elle est comme devant un abîme, sans en voir le fond.

Je suis allé à l'inhumation à Fécamp.

Les Anciens Combattants avaient voulu que cette cérémonie fût solennelle pour marquer le premier mort en Algérie et faire comprendre à la population que, si ce n'est pas tout à fait la guerre, ce n'est plus tout à fait la paix, qu'il y a des hommes de France qui se battent et tombent pour garder une terre française, et que cela vaut bien qu'on y pense et qu'on se recueille.

La basilique était pleine d'une foule grave. Comme toujours, depuis 1914-18, la sonnerie « Aux Champs » et celle « Aux Morts » me bouleverse : elles rappellent pour moi trop de souvenirs et de croix de bois. Et, quand les trompettes se sont tues, l'émotion de l'assistance était profonde, et discrète dans le geste qui fait que l'on essuie des yeux que les larmes emplissent : toute cette foule sentait et partageait la douleur de la mère, prenait conscience des dangers et des inquiétudes de la patrie. Pour un temps, un coin de France retrouvait son âme.

Je pensais.

Je pensais qu'il manquait des hommes dans cette nef, des hommes qui pourraient comprendre ce qu'ils ne sentent pas naturellement, des hommes qui auraient vu monter des profondeurs de notre race tout ce qui a fait notre grandeur, notre unité, notre volonté de durer. J'aurais voulu voir là tous ceux qui ne pensent qu'à finasser et à combiner, tous ceux qui ne songent qu'à édifier leur carrière politique ou journalistique, tous ceux qui flattent les plus bas instincts, les plus vils intérêts de leurs électeurs ou de leurs lecteurs, tous ceux qui, sans conscience ou sans pudeur, veulent traiter avec des assassins, écouter les suggestions intéressées de chefs de bande d'un jour, tous ceux qui ne sont de chez nous que par accident, comme pourrait l'être une adoption.

Des noms de parlementaires ou de journalistes nous viennent aux lèvres, qu'il est inutile de prononcer parce que nous ne les connaissons que trop, qui n'ont pas fini de nous faire du mal, et qui en feront aussi longtemps qu'on ne les invitera pas à aller porter sur une autre terre d'élection leur frénésie d'activité délirante.

Des hommes ont connu Clemenceau, le Clemenceau de la grande époque, celui qui gagnait la guerre et jugulait la trahison. Il appartenait à une race disparue. Les homuncules de notre temps voudraient bien encore jouer les Tigres rugissants — mais c'est pour rire, car, aujourd'hui, ils se prennent tous pour Clemenceau. Comme quoi on a toujours besoin de se rattacher à quelqu'un de grand, quand on se sent soi-même très petit.

Il y a peu de temps, un ancien président du conseil disait, à propos de notre ministre-résident en Algérie : « Clemenceau était d'un autre marbre ! »

Et il savait de quoi il parlait, lui qui n'est que du stuc. Du stuc d'importation.

Voilà ce que celui-ci, ce que d'autres, la presse qui les soutient auraient peut-être compris, s'ils avaient assisté, dans cette église de Normandie, à l'enterrement d'un petit sergent du génie tombé en Algérie sous les balles d'un fellagha qui pourrait être pour eux un interlocuteur valable, puis ministre d'un gouvernement indépendant sans interdépendance, futur allié de Nasser ou de Kroutchev.

Pour ces hommes.

Contre nous.

Pierre-François LAMY.

Le Directeur de la Publication :
A. SOYER.

Imp. Les Presses Continentales
40, rue du Cherche-Midi
PARIS (6e)

Bibliothèque de Sciences Po